

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

réforme régionale :

la région fantôme

pages 4-5

EDITORIAL

Lorsque paraîtront ces lignes, M. Pompidou sera à Pékin. Ceci ne nous gêne nullement. Gérard Leclerc a suffisamment souligné la semaine dernière les aspects repoussants sur le plan humain de la révolution culturelle pour que subsiste une équivoque quant à nos sentiments à l'égard du maoïsme.

Ceci dit, un Français soucieux de l'intérêt de son pays ne peut que voir l'importance d'une politique chinoise. La Chine, en se dressant contre l'U.R.S.S. a rompu l'unité du bloc communiste. Elle s'est rapprochée des Etats-Unis, mais veut traiter directement avec les pays européens sans passer par l'Oncle Sam.

Autrement dit, la politique chinoise aboutit objectivement à dissocier les blocs issus de Yalta. La France, qui ne peut espérer « manœuvrer et grandir » qu'en fédérant autour d'elle les petites et moyennes nations, y trouve son compte.

Peut-être en volant pour Pékin, M. Pompidou, lecteur de « Kiel et Tanger », méditera-t-il sur les perspectives ouvertes à la France par « l'alliance chinoise » ? Souhaitons-le sans trop y croire. Ce César Birotteau de la politique se noie trop souvent dans les préoccupations mercantiles pour concevoir des desseins diplomatiques amples pour la France.

En aurait-il d'ailleurs le désir qu'il serait paralysé par des considérations aussi exaltantes que l'échéance des élections présidentielles.

N.A.F.

les "non-alignés"

contre les deux blocs

Kadhafi, Boumedienne, Bourguiba, Castro : quatre chefs d'Etat qui ont marqué chacun à leur manière la Conférence des pays non-alignés réunie à Alger la semaine dernière. Mais, quel que soit leur style, le Lybien, le Tunisien et l'Algérien ont bien traduit la prise de conscience de certains pays du tiers-monde face au jeu des grandes puissances, et par là-même le fossé qui ne peut manquer de se creuser entre les Etats effectivement non-alignés et ceux dont l'indépendance n'est qu'un leurre : ce discours de Fidel Castro — venu réciter la leçon de Moscou — a clairement marqué cette nouvelle ligne de partage entre ceux qui ne veulent dénoncer que l'impérialisme américain et ceux qui sont inquiets du « flirt chaud entre l'Union soviétique et les Etats-Unis », pour reprendre l'expression du Président Bourguiba.

C'est que, comme l'a montré M. Bouteflika : « la Méditerranée offre à la compétition des super-puissances un champ d'interférences encore plus complexe en raison de l'hétérogénéité des pays qui l'entourent, la juxtapo-

sition du monde socialiste et capitaliste, celle de l'Europe développée et des pays de la rive méridionale. Avant l'agression de 1967, la VI^e flotte se présentait comme une menace quotidienne dirigée contre la sécurité de nos jeunes Etats. L'arrivée de la flotte soviétique a constitué au départ un facteur d'équilibre pour le moins rassurant. Malheureusement, la compétition aidant, le déploiement de forces opérationnelles aéro-maritimes et sous-marines des super-puissances et celles d'autres pays d'Europe occidentale n'a jamais été interrompu.

» Les bases de l'OTAN qui jalonnent la Méditerranée dans toute son étendue continuent d'être renforcées. Le climat d'insécurité entretenu par cette démonstration de forces rivales et les spéculations sur les instabilités politiques contrastent avec le renouveau des relations européennes ».

Les dirigeants et les agents de l'impérialisme soviétique ne sauraient manquer de réagir à ces prises de positions. Ainsi l'Humanité du 8 septembre s'en prend violemment au

colonel Kadhafi qui a eu l'outrecuidance d'égrèner un certain nombre de vérités sur l'indépendance politique, économique et culturelle de certains pays représentés à cette conférence. Ainsi Leonid Brejnev qui a envoyé à Alger, en réponse aux déclarations de M. Boumedienne un message d'une rare maladresse mais qui montre à quel point les véritables « non-alignés » sont entrés dans le vif du sujet.

Le danger étant clairement perçu, il s'agit maintenant pour les pays qui refusent l'inféodation à l'un ou l'autre des deux blocs, de définir et mettre en œuvre les moyens d'une résistance efficace aux grandes hégémonies. Une résistance qu'ils peuvent trouver en eux-mêmes mais qui pourrait se trouver renforcée par le concours de pays qui n'appartiennent pas au « Tiers-Monde ». Du moins si ces derniers se décident à définir une politique de coopération qui ne soit pas exclusivement caractérisée par des buts mercantiles.

B. LA RICHARDAIS.

nous avons aimé...

Nous avons aimé les réflexions de M. Claudius-Petit sur l'immigration dans un article intitulé « Sentiment, instinct ou raison ? » et paru dans Le Monde des 9-10 septembre. Sensible au problème du fait de ses responsabilités dans la construction de logements pour les travailleurs, il souligne un aspect que beaucoup d'« antiracistes » négligent angéliquement : « On ne peut vouloir ces hommes au travail près de nous, pour nous, et leur refuser de vivre avec nous. A quel bon s'apitoyer sur le sort de ceux qui travaillent à la chaîne ou font les travaux qui nous répugnent si on ne veut les voir ni dans les rues du quartier ni sur le palier de notre immeuble ? Attention ! Avant même qu'on puisse craindre les violences d'une confrontation, dont la seule éventualité nous effraie, leur présence, voulue par nous, nous confronte à nos propres principes.

« L'étranger qui vit chez nous n'est pas seulement là pour produire à bon compte les objets de notre confort ni seulement pour effectuer les travaux qui nous répugnent, il ne vit pas seulement à l'usine et, s'il envoie aux siens une large partie de ce qu'il gagne, il n'est pas seulement un travailleur. C'est aussi un homme et, souvent, un chef de famille. Pour lui, un travail rémunérateur est l'essentiel. Mais son logement a une très grande importance. De la qualité de celui-ci dépend que sa dignité d'homme soit reconnue.

« Mais c'est l'insertion de son logement dans le quartier, la ville ou le village, qui lui montrera qu'il est admis parmi les autres ou tenu à l'écart. Là aussi, la manière de faire les choses est déterminante. »

Seulement, il y a loin des bonnes intentions à la mise en œuvre de solutions. A cause d'une combinaison d'égoïsmes divers : municipalités de l'administration et surtout absence de politique à long terme :

« Toute politique d'aménagement des choses et d'organisation des hommes est fatalement fondée sur une longue durée. Or, l'immigration n'a été envisagée qu'à très court terme, comme s'il s'agissait d'un phénomène passager, quand elle n'était pas considérée comme une monnaie d'échange concluant un accord commercial. Il y eut méprise générale sur sa durée, son ampleur et son caractère.

Enfin une remarque rarement faite et qui correspond probablement mieux à la réalité que les romans-feuilletons d'une certaine presse toujours prête à attiser la haine sans chercher de solutions :

« On est allé jusqu'à parler de « racaille algé-

rienne ». Certes, tout groupe ethnique coupé de ses origines a ses parasites et ses sangsues. Mais a-t-on conscience du courage qu'il faut avoir pour émigrer ? Imagine-t-on des Français, paysans ou non, obligés d'émigrer à Londres ou à New York pour assurer la subsistance de leur famille ? Pour plonger dans un pays dont on ignore la langue et les coutumes, croit-on que ce seraient les moins courageux des nôtres ou les moins doués qui prendraient les risques du voyage ?

« Ils sont généralement de cette même trempe ces immigrés venus de partout, dont les yeux nous interrogent, avant de nous juger. Les décevrons-nous ? Il dépend de notre commune volonté qu'ils soient vraiment de plus en plus des hommes parmi des hommes.

« Nous n'aurons plus alors besoin d'éviter leurs regards ».

arsenal

LA REVUE MENSUELLE
QUI FAIT DU BRUIT !

- Spécimen gratuit sur demande pour les lecteurs de la « N.A.F. ».
- Tarif d'abonnement :
 - six mois (5 numéros) 35 F
 - un an (10 numéros) 60 F

ARSENAL

17, rue des Petits-Champs
75001 Paris
C.C.P. La Source 30.737-24

attention !

A compter du prochain numéro, nos tarifs d'abonnement vont être augmentés. Il vous reste huit jours pour :

- renouveler votre abonnement (par anticipation) si vous êtes déjà abonné ;
- souscrire un abonnement si vous êtes lecteur au numéro ou si vous bénéficiez d'un envoi de propagande.

brèves :

qu'il les aime » c'est ainsi que le pornocrate Thorsen présente le film qu'il prépare sur « la vie sexuelle de Jésus » dans le **Nouvel Observateur** qui s'extase sur le film. A quand l'impression du **Nouvel Obs.** sur papier cul ?

séguy fait le beau

Ça y est, il l'a dite, sa petite phrase sur « le développement des luttes ouvrières » qui crée « une situation propice aux changements politiques... sans attendre une échéance électorale décisive ». M. Messmer va pouvoir crier à la subversion communiste pour affoler le bourgeois au retour de vacances. Vite M. Pompidou, un susucre pour Séguy.

à qui profite le crime ?

Au moment où s'ouvrait la conférence des pays non-alignés à Alger, au moment où l'Organisation de Libération de la Palestine faisait une rentrée diplomatique discrète mais efficace, au moment où le roi Fayçal d'Arabie se rapprochait de ses frères arabes, voilà qu'un commando de cinq hommes frappait à Paris.

Prenant d'assaut l'Ambassade d'Arabie Séoudite, il demandait en échange d'otages la libération d'Abou Daoud, condamné à mort en Jordanie, considéré comme un des chefs de la branche militaire de la résistance palestinienne. On peut imaginer que ce « commando-suicide » voulait retrouver son chef et que cette action poursuivait ce but.

On ne peut qu'être étonné par la série d'actions entreprises ces derniers mois par des éléments incontrôlés soi-disant pro-palestiniens. Actuellement après chaque prise d'otages, les leaders palestiniens expliquent qu'ils n'y sont pour rien. Le plus souvent d'ailleurs, les membres des commandos ne semblent même pas faire partie des organisations de résistance.

Mais cette opération de Paris tombe trop bien et sent à plein nez la provocation : d'une part chacun sait que le gouvernement français depuis 1967 a esquissé une politique de rapprochement avec les pays du Proche-Orient et arrêté de ce fait toute livraison d'armes à Israël ; d'autre part la recrudescence des événements racistes dans notre pays montait l'opinion contre les ressortissants arabes vivant en France.

Le commando qui a attaqué à Paris a donc desservi les intérêts du monde arabe. **France-Soir** et **l'Aurore**, dont les sympathies sionistes sont bien connues, exultent.

du bromure pour thorsen !

« Jésus lave les pieds des disciples, c'est tendre, c'est doux. Il fait un peu l'amour avec saint Jean. Où est le mal ? Il fait aussi l'amour avec Marie-Madeleine et Marthe toutes les deux ensemble, mais gentiment, tendrement parce

sakharov n'est pas sage

Le régime soviétique n'a pas de chance avec ses savants ni avec ses intellectuels.

Le physicien Andreï Sakharov attaque désormais chaque semaine le régime de son pays. La presse soviétique chaque jour lui répond.

Au moment où la détente entre le glacis soviétique et le monde occidental semblait réalisée, voici que des voix s'élèvent proclamant que le sort des dissidents en U.R.S.S. est inhumain. Ce n'est pas nouveau, et un régime totalitaire ne peut accepter que des déviants s'intègrent. Tout doit tirer dans un sens unique dicté par le Parti. Cette situation est de moins en moins acceptable et le divorce semble aujourd'hui être consommé.

Les dirigeants du Kramlin doivent souffrir de voir l'inventeur de la bombe H c'est-à-dire celui qui a permis à la Russie de discuter d'égal à égal avec le monde occidental, les trahir.

la fête de l'huma

Picasso, et des tableaux quasi-inconnus en France, Mireille Matthieu, un concert pop. La *Fête de l'Huma* est de moins en moins un événement politique. Samedi soir, une nappe de brume à odeur de frites recouvrait l'autoroute du Nord. De différentes régions, les amis du P.C. se réunissent pour se compter, pour se prouver que le Parti a le « soutien des masses laborieuses ».

Mais surtout les Parisiens n'ont rien de spécial à faire en ce beau week-end de septembre. Tous à la Courneuve ! On va promener le petit, on va voir le podium d'Europe n° 1, on va écouter les derniers « tubes » du Hit-Parade en mangeant un cornet de frites. On se retrouve surtout pour profiter de la société de consommation.

La *Fête de l'Huma* ne laisse aucune place ni à l'imagination, ni à la spontanéité. Fête du fric où les compagnies multinationales se battent pour obtenir un stand, elle n'a finalement rien de commun avec les véritables fêtes populaires où toute une communauté doit se retrouver profondément enracinée dans ses traditions. Nous préférons ces dernières !

à nos amis à nos lecteurs

Devant les augmentations constantes des coûts de fabrication, nous sommes contraints de changer nos tarifs. Notre équilibre financier, gage de notre indépendance, est à ce prix. A partir du 20 août nos acheteurs au numéro paieront donc leur N.A.F. 1,50 F ; cette modeste augmentation ne doit pas entraver notre diffusion et c'est à un effort particulier sur les ventes que nous convions tous ceux qui ont le souci de voir se développer l'influence et l'audience de la N.A.F.

Provisoirement, et jusqu'au 15 septembre, nos tarifs d'abonnement restent inchangés. Ainsi nous donnons la possibilité à nos abonnés, s'ils le désirent, de renouveler par anticipation leur abonnement à l'ancien tarif. Parallèlement nous encourageons tous ceux qui en ont les moyens à souscrire un abonnement de soutien. Ce surcroît de ressources nous permettra de faire des envois massifs de propagande pour faire connaître la N.A.F. dans un public nouveau.

Depuis la fondation de la N.A.F. le soutien financier de nos amis ne nous a jamais fait défaut. Une fois encore nous comptons sur vous ; ne tardez pas, la rentrée s'approche, nous devons être présents et armés pour l'affronter.

Ceci dépend de vous.

Yvan AUMONT.

« le projet royaliste »

Voici quelques mois nous vous annonçons la mise en souscription d'un livre de Bertrand Renouvin : « Le Projet Royaliste ». Ce livre paraîtra dès que les 700 souscriptions nécessaires auront été réunies. Il nous en reste encore 152 à rassembler pour pouvoir envoyer le livre à l'imprimeur. Il nous les faut rapidement ! Envoyez vos souscriptions à l'Institut de Politique Nationale, B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01, accompagnées de leur règlement (15 F) à l'ordre de l'I.P.N., C.C.P. La Source 33.537-41.

la peau de chagrin

- Inquiet des aspirations régionalistes, Pompidou lâche du lest et met en application la « réforme régionale ».
- Du moins en apparence, car les futurs conseils régionaux auront un rôle effacé et quasi inexistant.

Au moment où la France s'apprête, sans conviction, à renouveler la moitié de ses conseils généraux, la réforme régionale votée en 1972 va entrer en application dans l'indifférence générale.

Et pour cause ! Après des années de débats passionnés autour de la régionalisation, après tant d'énergies dépensées depuis plus de vingt ans pour rompre le carcan jacobin, la République a accouché d'une souris informe. L'histoire de la politique régionale de la V^e République est celle de capitulations successives devant l'impératif centralisateur de la démocratie.

DES C.O.D.E.R. AU REFERENDUM D'AVRIL 1969

Après l'indépendance de l'Algérie, la politique d'aménagement du territoire devient une des grandes préoccupations du gouvernement. Le Plan de modernisation et d'équipement est divisé en tranches régionales.

La D.A.T.A.R. (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) reçoit des moyens accrus. En 1964, la France est divisée en 21 régions de programmes dans le cadre desquelles se fera la planification.

Mais le Pouvoir tient à ce que l'Etat reste le maître-d'œuvre de l'aménagement territorial. Dans les régions de Programme, le préfet et l'administration de mission qui lui est adjointe prennent l'essentiel des décisions. Face au préfet, la C.O.D.E.R. (Commission de Développement

économique régional), composée d'élus locaux, de délégués des professions et de personnalités qualifiées nommées par le gouvernement, n'a qu'un rôle consultatif.

Les mouvements régionalistes, les comités d'expansion nombreux et actifs depuis les années cinquante ne cachent pas leur déception. En Bretagne, dans le Midi, l'agitation régionaliste prend même des proportions considérables. En 1967-1968 éclatent les premières bombes du F.L.B. (Front de Libération de la Bretagne).

Charles de Gaulle comprend intuitivement l'importance du fait régional et fait à Lyon le 24 mars 1968 une profession de foi régionaliste. Mai 68 le renforce dans sa volonté de réaliser la participation par la régionalisation.

Le projet qu'il soumet au peuple français le 27 avril 1969 va apparemment très loin puisqu'il substitue la région à l'Etat dans quantité de domaines qui vont des routes à la constitution des réserves foncières en passant par les plans d'urbanisme. Mais tout se passe comme si à la dernière minute le législateur avait craint de susciter un pouvoir régional concurrent de celui de l'Etat. Et ce qui est donné d'une main est repris de l'autre. La région a des ressources financières propres assez réduites et l'administration régionale reste entre les mains du préfet nommé par l'Etat. Enfin la présence des députés au sein du Conseil régional risquait de les politiser, les députés se chargeant de mendier auprès du Pouvoir des subventions et se constituant des clientèles au sein des Conseils.

Néanmoins ces Conseils régionaux, tels que les prévoyait la loi référendaire, auraient constitué une classe de résonance pour le régionalisme. En outre, ils éclipsaient le département au grand « dam » des politiciens de Conseils généraux, ces clients des partis politiques et ces cautions du centralisme préfectoral. Ceci, joint à la suppression du Sénat, a amené la classe politique unanime à faire triompher le non le 27 avril 1969.

POMPIDOU OU LA REGION FANTOME

Si De Gaulle a été tenté par la régionalisation, il n'en va pas de même pour Pompidou dont toute la politique, à bien des égards, se résume à trois mots : « garder la place ». Pour cela rien de tel qu'une bonne administration préfectorale, maîtresse du robinet des subventions et capable d'en jouer à l'approche des élections. Arrière le Pouvoir régional qui pourrait éventuellement constituer un cheval de bataille pour l'opposition !

Cependant Pompidou, continuateur et successeur de Charles de Gaulle, se devait de faire au moins semblant de réaliser quelque chose en matière régionale. Ceci a donné la loi du 5 juillet 1972.

Parler de caricature de réforme est un euphémisme. La région n'est même pas érigée en collectivité locale douée de la personnalité civile et morale. C'est un simple établissement public. Les Conseils régionaux composés pour moitié des parlementaires de la région et pour moitié de délégués des communes et départements ne se réunissent que deux fois par an. Ils votent le budget et participent à l'élaboration du Plan mais leurs ressources fiscales

et les cantonales ?

Les « cantonales » intéresseront la classe politique cette année. Nos militants en profiteront pour interpeller les candidats sur les problèmes de fond : régionalisme et autonomie des collectivités locales.

Le 30 septembre, près de 2.000 cantons seront renouvelés ou pourvus. D'ordinaire, les élections cantonales se passent dans l'indifférence générale : les conseillers généraux élus ont peu de pouvoir, les investitures échappent un peu aux états-majors des partis, surtout dans les zones rurales où les considérations locales sont déterminantes. D'où le désintérêt de la classe politique, sauf peut-être pour les notables battus aux législatives précédentes.

Mais en 1973, les « cantonales » prennent une réelle importance pour tous.

IMPORTANCE POUR LA CLASSE POLITIQUE

Ce regain d'intérêt des partis s'explique d'abord par l'importance du renouveau régional et le désir d'autonomie des collectivités locales, mais aussi par des raisons conjoncturelles :

— Six mois après les législatives, les

cantonales seront un test où la majorité espère voir confirmer son modeste succès et où l'opposition attend le signe d'un renversement de majorité. J.J. S.-S. y voyait le troisième tour des législatives. C'est exagéré, mais cela explique l'intérêt, pour ces élections, des battus de mars.

— Plus important est le fait que les futurs conseillers généraux auront une large part dans la désignation des futurs conseils régionaux. Les communistes (à l'exemple du Parti communiste italien) espèrent y prendre pied. Georges Marchais a déjà engagé la campagne. 1974 verra la mise en place de ces organismes. 30% environ des membres des conseils régionaux seront désignés par les conseillers généraux. La moitié des représentants des collectivités locales élus par le Conseil général devra être choisi parmi les maires des communes inférieures à 30.000 habitants. Les conseillers généraux vont donc entrer par la petite

porte dans la politique active. N'oublions pas qu'ils jouent déjà un rôle arbitral dans une question importante en milieu rural : la fusion de communes.

— Le renouvellement des conseils généraux présente un autre intérêt. Dans un an, le tiers du Sénat sera réélu. Les élus cantonaux sont membres des collèges sénatoriaux. Des élections des 23 et 30 septembre dépendra aussi la nouvelle composition du Sénat. D'ailleurs, 83 sénateurs seront candidats fin septembre, ainsi que MM. Marcellin, Royer, Poujade, etc.

QUE FAIRE ?

Ecartant les motivations propres à la logique interne de la classe politique, nous nous battons sur deux terrains où nous sommes armés pour nous faire entendre (1) : la réforme des collectivités locales et la régionalisation.

y-a-t-il scandale ?

se limitent au transfert de la taxe sur les permis de conduire et à la possibilité de voter des centimes additionnels, à la taxe sur les cartes grises et les propriétés bâties. De toutes façons la fiscalité globale de la région ne doit pas excéder 25 F par an et par habitant soit 125 milliards anciens pour la France entière... contre un budget étatique de plus de 20.000 milliards ! A titre de comparaison on peut noter qu'un Allemand lorsqu'il verse 100 marks à l'Etat en verse 80 au « Land ».

Quant au Comité économique et social prévu par la loi, il a un rôle purement consultatif.

SCANDALEUX DECRETS D'APPLICATION !

Apparemment cette réforme-croupion était cependant trop audacieuse puisque les décrets d'application qui viennent de paraître en restreignent encore la portée. Entre les sessions, le bureau du Conseil et les groupes de travail éventuellement constitués en son sein ne pourront se réunir plus d'une fois par mois. Lors des sessions, c'est le préfet qui fixe l'ordre du jour des travaux après simple consultation du bureau. Le Conseil ne pourra entendre pour information un fonctionnaire de l'Etat qu'avec l'autorisation du préfet.

Du moins la réforme-bidon de M. Pompidou a-t-elle un avantage. Elle démontre de façon éclatante que la démocratie ne peut décentraliser, que tout Etat républicain voit dans les collectivités locales des concurrentes éventuelles auprès des électeurs donc des gêneuses à museler.

Arnaud FABRE.

Nous savons que l'autonomie des collectivités locales reste un doux rêve tant que ne sera pas réglé le problème des finances locales, règlement attendu depuis des années et pour longtemps encore parce qu'il remettrait en question l'ensemble du fonctionnement des structures administratives.

Quant à la réforme régionale de M. Peyrefitte, elle ne résoudra rien faute de donner aux régions les véritables moyens financiers qui leur permettraient d'exercer un pouvoir réel.

N'empêche que les cantonales sont un moment privilégié pour nos militants. Ils pourront prendre des contacts et diffuser le programme de la N.A.F. en matière régionaliste.

J.-M. B.

(1) D.A.F. n° 7 : « Les libertés locales » (en vente à nos bureaux).

Depuis plusieurs semaines, la presse parisienne et singulièrement la « presse de droite » s'est lancée dans une virulente campagne contre le vin de Bordeaux : il suffit de lire *Minute* ou *l'Express* (poursuivi d'ailleurs devant les tribunaux) pour comprendre que ces gens-là n'ont jamais bu autre chose que du « peps ».

La section N.A.F. de Bordeaux, qui a l'avantage de mieux connaître l'élaboration et aussi le goût du vin, a mené une petite enquête, dont voici les résultats :

QU'EST-CE QUE LE « VIN DE BORDEAUX » ?

C'est un des produits les plus anciens de notre sol, des siècles et des siècles de vinification et de négoce ont rendu inséparables « Bordeaux et Vins ». Rappelons que la récolte par an est de 4 millions d'hectolitres environ, et que sur 300.000 exploitants (familles comprises) agricoles girondins, 125.000 sont viticulteurs (c'est-à-dire 30 à 40.000 vigneron). Le vin est à l'origine de cette civilisation à la fois citadine et agricole qui a donné à Bordeaux son aspect de ville libre. Il est aussi la seule ressource de notre économie.

D'où le particularisme politique girondin : toujours dans l'opposition, mais jamais dans un quelconque dogmatisme. D'où aussi des réactions extrêmement vives chaque fois que l'on touche au vignoble ou au commerce qui en découle.

Rappelons ici que le vin de Bordeaux est un des produits les plus contrôlés du monde : délimitation d'une quantité d'hectolitres par propriété, surveillance constante au niveau de la vinification, de la conservation, des échanges, des coupages (par exemple entre deux vins de qualité égale : Médoc). En gros, il y a trois niveaux d'appellation :

- Bordeaux Médoc (ou Saint-Emilion par exemple).
- Terroirs (Pauillac).
- « Châteaux » (Saint-Estèphe).

OU EST LE « SCANDALE » ?

Toute la fraude révélée par nos « vertueux » journalistes est assez floue. Il s'agirait de 20.000 hectolitres (sur plusieurs millions), mais on ne sait pas exactement d'où ils viennent (Espagne, Algérie, Languedoc, ou plus certainement Bordeaux ordinaire...).

Nous décelons plusieurs affaires à travers ce « brouhaha ».

D'abord une simple fraude : un certain Paul Bert (le héros de *Minute*, naturellement) aurait transformé quelques milliers d'hectolitres de vins blancs de Bordeaux (dont le cours est assez bas), en vin rouge (lequel serait venu d'ailleurs ?) par un jeu d'écriture.

Ces hectolitres ont été distribués aux négociants de la région au tarif syndical, ou sont restés dans les chais de Saint-Germain-de-Graves : là intervient l'administration, qui croit retrouver une partie de ce vin dans une maison de négociants parfaitement représentative de Bordeaux et du « quai des Chartrons » : Cruse.

Les « gabelous » sont vite remis en place par la maison et par les syndicats des négociants. Il serait inconcevable d'arrêter les expéditions en pleine période d'activité pour faire un contrôle extraordinaire de plusieurs semaines, alors que le recensement annuel vient de se terminer.

Tout semble se calmer, mais des « bruits » renaissent dans la presse. Sans aucune connaissance d'une enquête qui n'a même pas démarré, plusieurs journaux quotidiens ou hebdomadaires parisiens lancent la « bombe » ; histoire de meubler un mois d'août assez habituel et terne (malgré Lip, le Larzac, Romans), sans aucun doute.

Où en est aujourd'hui cette affaire de fraude ? Il semble que les inspecteurs n'aient rien découvert d'important, et que les principaux responsables de la fraude se soient envolés. De toute manière, cet aspect était mineur ; et, on l'a vu, la répression rapide en empêche l'extension.

LES DEMELES POLITIQUES

La presse qui a gonflé cette fraude a une tendance bien connue : libérale, européenne, dynamique, en un mot giscardienne. Or Bordeaux est aux mains de Chaban-Delmas.

En 1973 on voit deux prétendants à la Présidence, chacun doté d'un « fief » (dont il dépend aussi largement d'ailleurs), se livrer un combat extrêmement violent sur le dos des vignerons et des employés de chais, au risque de détruire une de nos richesses, la plus importante. Cela rappelle les « disputes » entre les héritiers des royaumes mérovingiens...

M. Griotteray est député R.I. N'avait-il pas autrefois des liens avec *Minute* ? Quant à *Valeurs Actuelles*, n'est-il pas au service d'une politique et d'une idéologie libérale, pro-américaine, toutes qualités nécessaires pour rentrer dans un « centre » majoritaire ou d'opposition ? Le cas de *l'Express* est un peu différent : nous pensons plutôt à une lointaine « revanche » de J.-J. S.-S. après sa « culottée » de Bordeaux contre Chaban-Delmas.

D'autre part, les rapports entre l'Aquitaine et Chaban sont bien connus et nous dirons même qu'aujourd'hui Chaban est à la merci d'une volte-face de ses électeurs. Comme les intérêts directs de l'Aquitaine sont éloignés dans tout ceci !

L'INTERVENTION ETRANGERE

La présence de capitaux d'Outre-Mer est traditionnelle dans une ville qui fut souvent plus proche de Londres ou des Antilles que de Paris. Cependant, aujourd'hui, on peut réellement parler d'invasion.

Rappelons que récemment le gouvernement a mis son veto à la vente de la Maison de Luze aux Canadiens (mais n'est-ce pas pour mieux la revendre à nos « amis » anglais ?). Cela n'empêche pas l'omniprésence des Américains, des Anglais, des Canadiens ou des Japonais (eh oui !) dans les chais ou dans les propriétés. Peut-être ces « envahisseurs », aux intérêts nettement opposés à ceux du vignoble girondin, ont-ils aidé à cette campagne dirigée contre ce qu'il reste de Maisons de vins en dehors de leur « mouvance » ?

Le Groupe N.A.F. de BORDEAUX.

la chanson de maguelonne

Michel Mourlet est un auteur de 38 ans. Ancien rédacteur en chef de *Présence du Cinéma*, il est directeur du magazine littéraire et artistique *Matulu* (1).

Journaliste, il a collaboré notamment aux *Cahiers du Cinéma*, à *Arts*, à la *N.R.F.*, aux *Nouvelles Littéraires* (dont il est le chroniqueur T.V.), à la *Gazette de Lausanne*, à *l'Alsace*, à *Combat*, à *L'Ere régionale* et, plus récemment, aux *Cahiers de la Table Ronde*.

Auteur dramatique à l'O.R.T.F., il écrit actuellement l'adaptation télévisée des *Déracinés* de Barrès. Une dramatique qu'il a écrite d'après *Le Coffre et le Rentrant* de Stendhal sera tournée au début de l'année prochaine.

Romancier, il a publié *D'exil et de mort* à la Table Ronde. Citons encore, chez le même édi-

teur, un recueil d'essais sur le cinéma : *Sur un art ignoré* et, chez Seghers, *Cecil M. De Mille*.

Michel Mourlet vient de faire paraître à la Table Ronde (2) un roman : *La Chanson de Maguelonne*. Ce roman se déroule autour de la Méditerranée aux environs du XV^e siècle. A la fois roman de chevalerie, légende, conte, *La Chanson de Maguelonne* joue de façon très libre avec l'Histoire et avec ses divers registres, qu'elle aborde par de fréquentes ruptures de ton entre le dramatique, le comique, le poétique, l'ironique, le quotidien. Voici donc un roman de matière et de manière particulièrement originales, je dirais volontiers marginales, dans la production littéraire d'aujourd'hui.

Marc BEAUCHAMP.

entretien avec michel mourlet

— *La Chanson de Maguelonne* : pourquoi avoir choisi ce titre qui paraît d'un autre âge ?

— J'ai utilisé une trame existante, une légende du Moyen Age, que j'ai entendue un jour à la radio, sous forme de quelques vers d'un poète allemand mis en musique par Brahms. Cette légende, c'est une sorte de « Tristan et Iseut » qui se passe au bord de la Méditerranée.

— C'est donc aussi pour cette raison que votre roman se passe au XV^e siècle ?

— Si l'on fait la part de ce qu'il y a d'inconscient dans les choix d'un écrivain et si l'on met provisoirement de côté cette part inconsciente, je dirai qu'en ce qui concerne la part consciente, j'ai choisi cette époque pour deux raisons. La première, c'est que certaines passions s'expriment mieux avec le recul historique qu'à l'époque présente, bien qu'elles puissent exister aujourd'hui. Certains sentiments ou situations apparaissent moins crédibles ou moins aisés à mettre en scène en complet-veston qu'en toge ou en armure.

La seconde raison, c'est que ce XV^e siècle un peu imprécis me permet de situer mon histoire à la charnière du Moyen Age et de la Renaissance, c'est-à-dire d'allier la brutalité d'un Moyen Age même finissant à un raffinement qui commence à germer dans cette terre rude.

— On bouge beaucoup dans votre roman...

— Ce qui m'a plu dans cette histoire, c'est qu'il s'y passe beaucoup de choses. Je désirais prendre le contre-pied de ce qui se fait actuellement dans le domaine romanesque. J'ai peut-être été influencé par le cinéma ; du moins, par le cinéma que j'aime, pas celui de M. Antonioni ! J'ai, si j'ose dire, braqué mon stylo sur un chapelet de moments rares que je désirais égrener. On a trop oublié que la littérature est l'art d'éprouver du plaisir en écrivant et, par la même occasion, d'essayer d'en donner au lecteur.

— Vous avez donc écrit votre livre comme un scénario de film ?

— J'ai donné une priorité absolue à l'histoire. Ce livre est une chanson de... gestes, et non pas une analyse immobile comme *D'exil et de mort*. J'ai voulu décrire des moments visuels qui soient aussi des moments romanesques. Mais le langage que j'ai employé n'est pas du tout le langage neutre du scénario. Il tente au contraire d'utiliser toutes les possibilités du verbe.

— N'avez-vous pas éprouvé quelques difficultés à exprimer des sentiments de la vie du XV^e siècle ?

— Je crois à la permanence de la psychologie. On peut, aujourd'hui, comprendre et sentir des écrivains de toute époque. Cette permanence des sentiments fait que je ne me suis même pas posé la question. Certes, on rencontre dans les sociétés, au cours de l'Histoire, des différences matérielles qui entraînent de menues divergences de comportement ; mais en profondeur les sentiments ne changent pas.

— Disant cela, vous vous posez en « homme de droite » ?

— Sans doute. Je rougirais d'être un homme de gauche. Les hommes de gauche vraiment sincères sont de fiefés imbéciles car ils ne comprennent rien ni à la nature de l'homme, ni à celle des sociétés, ni au fonctionnement cyclique de l'Histoire. Je crois néanmoins qu'il y a beaucoup d'hommes de gauche intelligents. Concluez de vous-même.

— Votre roman se situe en période féodale : est-ce un hasard ?

— Ce roman se situe en pleine époque de monarchie triomphante. A cette époque la société était plus harmonieuse qu'aujourd'hui. Je n'en veux pour preuve que la production artistique, qui est l'émanation de l'âme d'une société à un moment donné. La révolution a fait sortir la société occidentale de ses rails naturels. Les rapports entre maîtres et serviteurs, qui tiennent une place relativement importante dans mon livre, étaient infiniment moins chaotiques et hargneux qu'aujourd'hui. Rien ne me semble plus beau que ce que j'appellerai, si vous voulez, la notion de château. Au Moyen Age, il y avait une unité de l'homme et d'un paysage autour d'un château. Je sais bien qu'il y a un choix à faire entre l'efficacité politique d'une certaine centralisation et la qualité de la vie. Mais la féodalité est ce qu'on a réussi de mieux dans le domaine de l'équilibre social. Du moins pour moi, qui pense que les rapports humains varient d'intensité de façon concentrique : ils s'affaiblissent à mesure qu'on s'éloigne du centre, c'est-à-dire de soi-même. N'est-ce pas Maurras qui disait : « Je suis de Martigues, je suis de Provence, je suis Latin, je suis de l'univers. » Ce qui m'intéresse et me touche le moins est ce qui est le plus éloigné de moi, alors que la morale actuelle, élaborée par des Tartuffes, nous enseigne le contraire.

(1) Voir la N.A.F. n° 119-120.

(2) *La Chanson de Maguelonne* est en vente à la librairie de la N.A.F. (25 F + frais de port).

télé

« la belle ouvrage »

Au milieu de feuilletons « vie quotidienne » à l'eau de rose ou de dramatiques surchargées à force de prétention « sociale » surgit parfois un miracle : une relation du quotidien qui vous touche au plus profond de vous-même parce qu'elle a le mérite d'être vraie et en même temps d'atteindre aux dimensions d'une fable. Telle est la réussite de l'émission « de la belle ouvrage » rediffusée jeudi 6 septembre.

L'histoire est simple. Pierre est ouvrier hautement qualifié, fraiseur, fier de son travail. Un jour, une machine-outil perfectionnée est introduite dans l'atelier. Elle remplace le travail de Pierre, ou plus exactement elle amène une nouvelle répartition du travail : à elle le « figelage », à l'homme l'ébauchage grossier.

Pierre se sent atteint dans sa capacité professionnelle. « On » l'oblige à régresser, « on » enlève à son travail ce qu'il avait gardé d'humain malgré la tyrannie du chronométrage : la possibilité de se dépasser, de faire un « chef-d'œuvre » comme auraient pu lui dire les ouvriers plus anciens, les « aristos » ou « compagnons », respectés autrefois mais partageant aujourd'hui le sort commun.

Alors commence une lente dégradation. Parce que son travail ne lui apporte aucune joie, Pierre ressent plus vivement la grisaille de sa vie quotidienne. Il « craque » peu à peu : sa famille, ses amis, son travail de délégué syndical, plus rien n'intéresse cet homme qui se sent « en trop », un peu comme le marin qui rate l'embarquement et se retrouve stupide et bouleversé au bout du quai lorsqu'il voit le bateau s'éloigner sans lui, lorsqu'il se voit inutile alors que la chute du moindre rivet attirerait l'attention de tout l'équipage.

Quelle leçon ? D'abord que l'Aventure technique n'est pas neutre mais qu'elle peut atteindre l'homme en profondeur alors que les apparences montrent une libération : elle peut surtout le détruire lorsque les changements sont imposés d'en haut sans ménagements à un homme conçu comme un simple outil créant d'autres outils. Inéluctable ?

Si le progrès technologique oblige quelquefois l'ouvrier à amenuiser ses capacités devant la machine, il ne l'acceptera que si parallèlement sa dignité lui est reconnue à la fois par l'association aux passages difficiles et par la possibilité d'une vie qui soit autre chose qu'un mauvais rêve éveillé.

Michel GIRAUD.

le mouvement royaliste

PARIS NORD-EST

Rectificatif : Permanence chaque mardi de 21 h à 22 h 30 au café « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris (19°).

GRENOBLE

Campagne contre l'avortement : réunion d'organisation le mercredi 19 septembre à 18 h 45. Un buffet est prévu (participation : 12 F). Renseignements et inscriptions à la N.A.F., 4, square des Postes, Grenoble.

NORD - PAS-DE-CALAIS

Deux adhérents de notre fédération sont décédés pendant les vacances : M. Dusausoy, de Saint-Martin-au-Laert, et M. Lammens, de Lille. Nous prions leurs familles d'accepter nos condoléances attristées. Une messe à la mémoire de M. Lammens sera célébrée le samedi 15 septembre à 11 h en l'église Saint-Michel de Lille. Nous souhaitons que nos lecteurs viennent nombreux rendre un dernier hommage à notre ami.

N.A.F. SUD-EST

Tous nos lecteurs et adhérents isolés des départements suivants : Ain, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Var et Vaucluse, désireux d'agir efficacement pour une promotion de la N.A.F. dans leur région, sont priés de se mettre en contact avec M. G. Bernard, N.A.F., 4, square des Postes à Grenoble.

La zone d'action N.A.F. Sud-Est édite un bulletin de liaison, fort bien fait, dont le numéro 4 vient de paraître.

BORDEAUX

Permanence tous les jeudis de 18 heures à 20 heures, au local, 59, quai des Chartrons.

PROPAGANDISTES

Nous tenons à la disposition de tous nos propagandistes, gratuitement, et sans limitation de quantité, des anciens numéros de la N.A.F. Seul le port sera facturé de la manière suivante :

250 exemplaires : 7,50 F

500 exemplaires : 15,00 F

750 exemplaires : 23,00 F

1.000 exemplaires : 30,00 F

1.500 exemplaires : 45,00 F

2.000 exemplaires : 60,00 F

Nous ne tiendrons compte que des commandes accompagnées de leur règlement. Dans la mesure du possible, nous nous efforcerons d'envoyer des numéros relativement récents (4 derniers mois).

ISOLES, VOUS N'ETES PLUS SEULS !

Dans de trop nombreuses régions encore, la N.A.F. n'a pas d'unité constituée. Tous nos lecteurs qui sont désireux d'agir pour la croissance de la N.A.F., peuvent le faire. Nous sommes à leur disposition pour les conseiller et les diriger dans des actions de promotion très simples et à la portée de tous. Ecrivez-nous sans tarder au journal. La rentrée est très proche maintenant et nous devons fédérer toutes les bonnes volontés pour réussir notre percée dans les régions où nous ne sommes pas encore organisés.

réseau de distribution

AIX-EN-PROVENCE

— Maison de la Presse, cours Mirabeau.

ANGERS

— Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

ANGOULEME

— Maison de la Presse, place de l'Hôtel-de-Ville.

BESANÇON

— Maison de la Presse, 58, Grande-Rue.

BLOIS

— Principaux kiosques.

GRENOBLE

— Bureau de tabac, 22, avenue Albert-I^{er}.

— Papeterie-Mercerie, 51, boulevard Clemenceau.

— Bureau Tabac, boulevard Emmanuel-Mounier.

— K'store Librairie, cours Berriat.

— France-Agence, 6, place Victor-Hugo.

LORIENT

— Maison de la Presse, 18, rue des Fontaines.

LYON

— Librairie, 1, rue de Marseille.

— Maison de la Presse, 68, rue de la République.

LE MANS

— Principaux kiosques.

MEYLAN

— Bureau Tabac, avenue de la Plaine-Fleurie.

NANCY

— Tabac - Journaux Carnot, 1, rue de Serre.

NARBONNE

— Librairie Rambaud, 2, avenue Maréchal-Foch.

ORLEANS

— Principaux kiosques.

PARIS

— Librairie Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs (10°).

— Librairie Voisin, 8, rue de la Sorbonne (5°).

— Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire (6°).

— Kiosque (face au Miramar), place du 18-Juin (6°).

— Kiosque, 5, boulevard Saint-Michel (6°).

— Kiosque, 23 boulevard Saint-Michel (6°).

— Librairie Aurore, 3, carref. de l'Odéon (6°).

— Librairie Grégori, 26, rue du Bac (7°).

— Librairie, 226, rue du Faubourg-Saint-Martin (10°).

— Librairie, 1, avenue de la Porte-de-Sèvres (15°).

— Librairie, 149, rue de Belleville (19°).

— Le Fontenoy, rue du Général-de-Gaulle

RENNES

— Maison de la Presse, 7, place du Colomblé.

ROMORANTIN

— Maison de la Presse.

ROUEN

— Librairie Demanneville, 30, rue Jeanne-d'Arc.

— Librairie Elfe, 42, rue de la République.

— Librairie Toutain, 48, rue Ganterie.

— Drugstore D 1, 2, rue Beauvoisine.

SAINT-BRIEUC

— Librairie Genie, 14, rue Saint-Gouéno.

TROYES

— La Civette, place du Maréchal-Foch.

— A la Grosse Pipe, 1, rue Juvénal-des-Ursins.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress

72, rue du Château-d'eau Paris 18^e

point de vue sur

l'immigration

• L'immigration maghrébine pose des problèmes ignobles à l'inconscience. Et pourtant les

Notre éditorialiste écrivait la semaine dernière à propos du racisme : « Il faut avoir beaucoup de raison et beaucoup de cœur pour surmonter et maîtriser l'irrationnel. » Hélas, l'irrationnel a coulé à flots dans la presse française à propos du meurtre de Marseille. Comme d'habitude la palme de l'abjection revient à Minute et au *Nouvel Observateur*.

Sur dix pages, s'il vous plaît, le journal fondé par Jean-François Devay hurle à la mort après tous ceux qui ont un teint basané, en fait pêle-mêle les agents vecteurs du choléra, les troupes de choc du gauchisme, les violeurs numéro 1 des Français et les responsables du péché originel.

Quant au *Nouvel Observateur*, il fait un procès global de racisme à tous les Français, trop ravi de mettre en accusation notre pays.

LE FOND DU PROBLEME

Face à ce torrent de passions troubles, il nous faut, si l'on veut trouver une solution au problème de l'immigration, en poser les données de façon d'autant plus lucide qu'elles sont complexes.

Depuis dix ans, le courant d'immigrants en provenance de l'Afrique du Nord ne cesse de se renforcer. On doit y voir une conséquence de la décolonisation qui a précipité dans le marasme le Maroc, la Tunisie et surtout l'Algérie. Pour fuir cette misère, des travailleurs nord-africains, chaque jour plus nombreux, entrent en France de façon régulière ou clandestine, avec ou sans contrat de travail. Ce courant ne manque pas de charrier au passage un certain nombre d'éléments troubles.

L'immigration nord-africaine est d'autant plus favorisée que de nombreux postes de travail, particulièrement pénibles, sont refusés par les ouvriers français. La main-d'œuvre immigrée abonde parmi les O.S. et chez les ouvriers du bâtiment. Elle est pratiquement majoritaire sur les chantiers de Fos.

Parmi ces immigrants, les Nord-Africains constituent un cas à part. Ils viennent rarement avec leur famille, se marient « au pays », ne restent que quelques années en France. Ils ne se mêlent donc pas par le mariage aux Français et ne s'assimilent pas comme l'ont fait ces dernières décennies des centaines de milliers d'Italiens, d'Espagnols ou de Polonais.

bièmes réels. Les réactions oscillent de solutions existent...

Se tenant et se voulant « à part », les Nord-Africains vivent en France comme des exilés et s'enferment dans des ghettos. Des ghettos qui sont particulièrement misérables. En effet, ils dépensent le minimum en France pour expédier le plus d'argent possible en Afrique du Nord. Ils se laissent donc exploiter par ces marchands de sommeil — souvent leurs compatriotes — qui leur vendent pour 80 ou 100 F par mois une place dans un dortoir infect. Pour le reste, ils s'efforcent d'oublier leur misère en recréant dans les villes françaises l'ambiance des médinas d'Afrique du Nord.

Tout ceci a deux conséquences très graves : la cohabitation entre européens et musulmans dans les quartiers où ceux-ci sont nombreux est rendue très difficile car le hiatus entre les modes de vie est trop grand. La tentation est alors grande pour les Français de faire de ceux qui ne vivent pas exactement comme eux des boucs émissaires tout désignés.

Cette tentation risque de s'accroître dans la mesure où une vie misérable tend à augmenter la délinquance chez ceux qui la subissent. Actuellement l'indice de criminalité des Nord-Africains n'est pas globalement plus important que celui des Français. Il n'en reste pas moins que ceux-ci défrayent par trop certaines chroniques. Demain, les conditions de vie et la tension entre communautés aidant, on risque d'assister à une montée de la criminalité nord-africaine. Face à cette situation, il ne s'agit pas de condamner mais de comprendre pour guérir.

CANALISER L'IMMIGRATION

Une première amélioration interviendrait si à son arrivée en France la main-d'œuvre nord-africaine était à la fois contrôlée et accueillie.

Ainsi devrait être renforcée la surveillance sanitaire. Quant à l'hébergement il faut l'organiser de façon systématique : une retenue automatique sur le salaire permettrait de financer un logement décent. A cet égard les expériences de cités pour Nord-Africains telles qu'elles ont été organisées dans la région de Maubeuge ou en Eure-et-Loir méritent d'être généralisées.

Mais l'accueil ne doit pas se limiter à l'hébergement. Il doit se soucier aussi du cadre de vie général. Là aussi, il serait bon de s'inspirer de ce qui a été fait à Maubeuge et Aulnoye où l'on

a vu des animateurs créer des clubs de football nord-africains pour éviter le désœuvrement et l'ennui des jeunes travailleurs en fin de semaine.

Toutes ces mesures cependant ne résoudront pas le problème posé par le fait que les Immigrés nord-africains ne s'assimilent pas. Force est donc d'envisager une limitation du courant d'immigration.

S'ATTAQUER AUX CAUSES DE L'IMMIGRATION

Pour y arriver il faut rendre l'immigration nord-africaine moins indispensable pour la France, mais aussi pour le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

Pour la France : la structure actuelle de l'économie française suppose le maintien d'un troupeau de parias voués aux tâches répétitives abrutissantes et aux conditions de travail infernales. Le patronat s'accommode souvent de ce système ce qui le dispense de se moderniser et de faire des investissements coûteux pour automatiser par exemple une entreprise. Ceci est particulièrement sensible dans le secteur du bâtiment. Une action d'ensemble au niveau interprofessionnel avec appui de l'Etat doit être menée pour faire disparaître les emplois de forçats même si le profit immédiat d'une entreprise-parasite doit en souffrir.

Pour les pays d'Afrique du Nord : vouloir stopper l'immigration sans se soucier en même temps du sort des pays maghrébins n'est pas sérieux. Si l'Algérie, le Maroc et la Tunisie restent condamnés au sous-développement, ils peuvent s'abandonner à toutes les tentations du désespoir et constituer une marmite prête à exploser ce qui, compte tenu de leur situation en Méditerranée, serait catastrophique pour la France.

Nous demandons maintenant la constitution d'une authentique communauté franco-maghrébine. Ceci suppose une grande fermeté de la part de notre diplomatie. Nous n'en prenons guère le chemin ! la façon dont la France laisse les derniers Français du Maroc se faire expulser est consternante.

Ceci suppose aussi de l'audace et de la générosité dans le dessin. Mais n'est-ce pas trop demander à la République louis-philipparde de M. Pompidou ?

Paul MAISONBLANCHE.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de six mois (25 frs) un an (normal 45 frs) soutien 100 frs)
Nom Prénom
Adresse Profession

à retourner 17, rue des petits champs, 75001 Paris, CCP NAF 642 31 Paris